

ALLOCUTIONS

PREFACE

Dans l'ensemble des Organisations Non Gouvernementales (ONG) européennes oeuvrant au Zaïre, le Centre de Développement Intégral (C.D.I.)-Bwamanda occupe depuis 25 ans une place particulière. Au moment où "small" - et par conséquent les "petits projets"- étaient définis comme "beautiful", ce projet prit les allures d'une petite entreprise. On a souvent critiqué impitoyablement non seulement son envergure, mais aussi sa thèse que le développement doit être abordé intégralement et que la base dominante doit être d'ordre économique.

En effet, les initiateurs portèrent leur attention surtout sur des activités économiques, telles que la production de semences, l'animation rurale, l'achat, le conditionnement, le traitement et le transport des produits agricoles, la pisciculture et l'élevage de poules. Mais trop souvent on oublie que leur engagement était inspiré par une foi puissante en l'homme et avant tout le prochain qui doit donner un sens à sa vie dans des conditions moins favorables.

Des mots comme soja, maïs et café devinrent très importants dans le vocabulaire du C.D.I.-Bwamanda. Le commerce du café d'un côté permettait au projet de promouvoir le programme social. On pouvait investir dans la santé et un système mutualiste, l'enseignement, des puits d'eau, de meilleures routes, le secteur socio-culturel etc. D'autre part ce produit d'exportation pouvait assurer à la population paysanne autochtone des revenus supplémentaires grâce auxquels elle pouvait améliorer fortement ses conditions de vie matérielles. Afin d'échapper aux fluctuations des prix internationaux du café et de garantir aux producteurs de café des prix stables, le C.D.I.-Bwamanda a contribué à la création de l'organisation Max Havelaar.

La détérioration de la situation politique et économique sur le continent noir - dans l'exposé de Stefaan Marysse on en fait un diagnostic- est un fait incontestable. La récession économique indescriptible que le Zaïre connaît aujourd'hui et le

court-circuit politique entre Bruxelles et Kinshasa ont donné un coup mortel à un grand nombre de "petits projets".

Il est indéniable que le C.D.I.-Bwamanda a surmonté des moments extrêmement difficiles. Le projet a survécu, premièrement grâce à la collaboration Nord-Sud, entre la Belgique/les Pays-Bas et le Zaïre. Dans leurs exposés, aussi bien Jan Weetjens, président du C.D.I.-Bwamanda-Belgique que Ngaleko Baranga, chef de projet du C.D.I.-Bwamanda-Zaïre se sont référés à cette solidarité. Cette solidarité est restée intacte malgré le départ forcé d'un grand nombre de coopérants et d'agents de développement qui étaient engagés dans le projet.

Deuxièmement la fin de la coopération n'a nullement signifié la mort du C.D.I.-Bwamanda, parce que la formation intensive de cadres zaïrois n'a jamais été négligée. Ceux-ci se sont montrés capables et dignes de continuer la construction de la maison.

Troisièmement, le C.D.I.-Bwamanda a réussi, grâce à l'option de base économique, à rendre la population locale plus forte du point de vue économique. Cet "economic empowerment" reste une garantie pour le développement intégral ultérieur. De plus, le projet dispose d'une infrastructure tellement solide que dans les circonstances actuelles, un grand rôle lui est réservé. Il est à même d'assister d'une manière structurelle et efficace les organisations internationales qui donnent de l'aide humanitaire au Zaïre. D'ailleurs, dans son allocution, le Ministre E. Derycke a souligné son souci de modeler l'aide humanitaire sur une base plus structurelle.

Dans le débat concernant l'assistance médicale et l'aide alimentaire, le C.D.I.-Bwamanda reste fidèle à sa préoccupation économique. Il ne cesse d'avertir du danger qu'une telle aide peut entraîner, c.à.d. des conséquences néfastes pour la production alimentaire locale. C'est pourquoi, on a proposé d'acheter auprès des paysans des produits comme le riz et le maïs à des prix raisonnables, afin de les vendre ensuite à des prix sociaux aux consommateurs qui sont le plus touchés par la crise.

Il est dommage que l'intérêt des médias pour ce 25ième anniversaire ne fut pas fort grand. Les caméras européennes se dirigent seulement vers l'Afrique quand on peut montrer des images de famine, de guerres civiles et d'autres scènes apocalyptiques. A titre d'illustration, le fait que la maladie du sommeil décime la région de l'Ubangi, les médias n'en ont que faire. Ces victimes meurent seulement de mort lente mais ni brutale ni spectaculaire.

L'objectif poursuivi en fêtant les 25 ans du C.D.I.-Bwamanda n'était certainement pas de faire la louange ou l'éloge de sa propre organisation et de ses réalisations. Il était encore moins dans les intentions de fixer un regard nostalgique sur un passé héroïque. Avec ce recueil de texte portant sur le C.D.I.-Bwamanda, dont une grande partie a été présentée lors de la séance académique, on ne visait pas des objectifs purement scientifiques qui doivent démontrer le bien-fondé du C.D.I.-Bwamanda.

L'objectif aussi bien de la fête que du recueil était d'inviter l'organisation elle-même, ceux qui d'une manière ou d'une autre sont associés au C.D.I.-Bwamanda et tous les intéressés, à s'attarder un instant sur les 25 ans du C.D.I.-Bwamanda, afin de mieux saisir la situation actuelle du projet. Avec un sens équilibré de critique et d'auto-critique, mais aussi avec la confiance en soi indispensable, ils participent aux perspectives d'avenir.

Stefaan Marysse et Zana Aziza Etambala



Voldoende en drinkbaar water binnen handbereik

De l'eau potable en quantité suffisante et à une distance abordable

MOT D'INTRODUCTION de M.J. WEETJENS

Messeigneurs, Monsieur le Secrétaire d'Etat, Révérendes Soeurs, Révérends Pères, Mesdames, Messieurs,

C'est pour moi une grande joie de vous souhaiter ici la bienvenue.

Après avoir travaillé pendant 25 ans dans des circonstances souvent pénibles, nous estimons qu'il nous est permis d'organiser une fête et votre présence ici est un témoignage de votre attachement au projet C.D.I.-Bwamanda.

Ce jubilé est une occasion de signifier nos remerciements aux personnes qui ont contribué à la réalisation et au maintien du projet.

En premier lieu nous remercions les initiateurs qui, il y a 25 ans, s'étaient forgé un idéal, un but, et avec les moyens disponibles à cette époque en ont commencé la réalisation.

Ensuite, nous voulons remercier tous nos coopérants qui, pendant une période plus ou moins longue ont travaillé et ont donné le meilleur de leurs forces pour contribuer à accomplir le but fixé. Même si les moyens adéquats n'étaient peut-être pas toujours disponibles, on pouvait compter sur la bonne volonté.

Le C.D.I.-Bwamanda a toujours eu la chance de pouvoir compter sur des coopérateurs compétents et dévoués.

Mais le C.D.I.-Bwamanda a eu aussi la chance de pouvoir compter sur la compréhension des bailleurs de fonds, pour combler ses besoins. C'est pourquoi nous remercions tout spécialement ces organisations de nous avoir toujours procuré les moyens nécessaires.

Nous aimerions dès lors donner la parole aux représentants de ces organisations. D'où le choix des orateurs de cet après-midi. Monsieur le Secrétaire d'Etat Erik Derycke, car c'est de la part du gouvernement belge que nous avons reçu la première aide pour le secteur médical e.a. en accordant le statut de coopérateur au premier médecin; car aussi à partir de 1976, nous avons pu introduire

régulièrement des projets de cofinancement. Après l'abrogation de l'accord de coopération en 1990, nous avons reçu encore de l'aide humanitaire et nous espérons qu'à l'avenir cette aide sera élargie sur le plan structurel.

Nous donnons aussi la parole au professeur Stefaan Marysse à cause de l'affinité de notre organisation avec différentes universités. A l'époque, le projet est né en collaboration avec Lovanium. Pour différents problèmes tout au long des années, nous avons reçu des conseils et recommandations de différentes universités et le professeur Marysse est encore aujourd'hui professeur-visiteur aux "Facultés Catholiques de Kinshasa".

Monsieur Vincent Brenninkmeyer sera notre orateur en tant que représentant des organisations (bailleurs de fonds) privées. Il a été directeur financier de Cebemo aux Pays-Bas pendant une longue période. Cebemo a financé pour nous des projets très importants et nous donne régulièrement des avis stratégiques.

Enfin le chef de projet Ngaleko Baranga vous adressera la parole. Il nous expliquera ce qu'un projet comme le C.D.I.-Bwamanda signifie pour la population de l'Equateur.

Nous n'oublierons certainement pas de remercier nos collaborateurs zaïrois. Car depuis le mois de septembre 1991, au moment où tous les coopérants belges ont été obligés de rentrer, nos collaborateurs zaïrois ont pris la direction et la responsabilité du projet. Et on peut dire qu'ils ont rempli leur tâche de manière remarquable.

Nous remercions en particulier Monseigneur Kesenge, car nous avons toujours pu compter sur son aide.

Le film que nous allons voir tout à l'heure a pour titre: "Le Pont". Un pont s'est construit entre Leuven et Bwamanda et si nos partenaires zaïrois pouvaient compter sur une solidarité permanente ainsi que sur la coopération technique de la Flandre, on peut alors espérer qu'ils pourront initier leur propre développement dans la durabilité.

Messeigneurs, Monsieur le Secrétaire d'Etat, Révérendes Soeurs, Révérends Pères, Mesdames, Messieurs,

Je vous souhaite à tous une agréable fête.

ALLOCUTION de E. DERYCKE

Mesdames et Messieurs,

Je veux d'abord remercier les organisateurs de cette séance académique de l'occasion qu'ils me donnent d'exposer ma vision sur la coopération avec le Zaïre aujourd'hui et sur le rôle que des ONG comme le C.D.I.-Bwamanda peuvent y jouer.

Mesdames et Messieurs,

Lors de l'entrée en fonction du gouvernement Kengo wa Dondo en juin dernier, le gouvernement belge a fait savoir que ce gouvernement serait jugé sur ses actes et non sur ses déclarations.

Le discours d'investiture du Premier Ministre zaïrois devant le Haut Conseil manifestait clairement l'intention du gouvernement zaïrois de reprendre la situation en main et de donner au pays l'indispensable stabilité politique et économique. Dans la pratique cependant tout cela paraît un processus très difficile. Dans les domaines des droits de l'homme, du respect des principes démocratiques, du contrôle des services de sécurité et des finances, les résultats sur le terrain ne portent pas à l'optimisme. Le combat pour le contrôle de la Banque Nationale n'est pas encore terminé. Les militaires zaïrois auprès des camps de réfugiés ruandais paraissent échapper à l'autorité du gouvernement et, selon un récent rapport d'Amnesty International, on déplore encore des arrestations arbitraires, des mauvais traitements et des pillages de la part des forces de l'ordre; en outre des membres de l'opposition sont parfois visés.

Dans de telles circonstances, il est évidemment prématuré d'entamer des pourparlers avec le gouvernement zaïrois en vue d'une reprise de la coopération bilatérale. Comme vous vous en souviendrez, en août, lors de la présentation d'une étude sous la direction du Professeur Maton, j'ai répété qu'une démocratisation plus avancée, le respect des droits de l'homme, le rétablissement d'un système social et économique valable étaient des conditions préalables à toute reprise éventuelle d'une coopération bilatérale. Au cours des récents contacts entre le gouvernement

belge et le Premier Ministre zaïrois, l'importance que la Belgique attache à la réalisation de ces paramètres a encore été soulignée.

D'autre part, la situation de plus en plus mauvaise dans laquelle se trouve la grande majorité du peuple zaïrois, demande des efforts plus importants. Au niveau de la santé, de la sécurité alimentaire et de l'enseignement, à cause de la désastreuse situation politique et économique, les indicateurs sociaux tombent petit à petit au plus bas. Le rapport rédigé récemment par un groupe d'experts belges sur les questions zaïroises, sous la direction du professeur gantois Maton, brosse une image du Zaïre où les instances dirigeantes ne peuvent remplir leurs tâches minimales, où les campagnes contre les maladies endémiques comme la maladie du sommeil, la tuberculose et le sida sont interrompues faute de moyens, où les enfants entre six mois et cinq ans souffrent de plus en plus de malnutrition, où les enseignants sont à peine payés, où les familles peu fortunées ont mille difficultés pour trouver le minerval de l'enseignement officiel, et où les produits agricoles n'arrivent plus sur le marché à cause du mauvais état des routes. Je me limite à ces quelques exemples car - mieux que quiconque - vous êtes au courant de la situation sur le terrain.

Le gouvernement belge, vu cette situation, a décidé de continuer et d'augmenter son aide humanitaire au profit de la population zaïroise. Cette aide se fera selon les objectifs qui ont aussi déterminé l'assistance belge au cours des années écoulées, à savoir:

- 1) l'allègement des suites de la crise politique et économique qui accablent le peuple zaïrois*
- 2) le soutien au processus de démocratisation et à la société civile au Zaïre.*

Quant aux modalités d'exécution de cette assistance, elle se fera selon deux principes:

1) Comme conséquence du contexte politique que je viens d'exposer, cette assistance, comme dans le passé, se fera de manière indirecte. Donc pas de gouvernement à gouvernement mais par l'intermédiaire d'organisations et d'institutions non-gouvernementales belges et zaïroises, par des organismes multilatéraux et par d'autres opérateurs de la coopération au développement.

2) Plus que par le passé, cette assistance aura en vue une amélioration structurelle de l'organisation sanitaire et alimentaire. Jusqu'à présent, les activités humanitaires dans le domaine médical se faisaient via les ONG belges et se limitaient en grande

partie à l'achat, au transport et à la distribution de médicaments de base aux hôpitaux et dispensaires d'un certain nombre de "zones de santé". Tout cela fut correctement exécuté par les ONG concernées. Il est certain que c'est grâce à ces activités qu'un certain nombre de "zones de santé" ont pu continuer leur travail. Cette forme d'aide d'urgence a cependant ses limites car elle ne débouche pas sur la perspective d'une amélioration durable de la situation.

C'est justement pour mettre l'accent sur cet aspect structurel et durable, qu'on travaillera au maximum avec des organisations et du personnel zairois. L'envoi d'experts belges sera limité le plus possible.

En ce qui regarde l'aide humanitaire médicale, les priorités des interventions passées resteront globalement les mêmes: le soutien des structures médicales de base et la lutte contre la maladie du sommeil, le sida, la tuberculose et la lèpre. Dans la conception et l'exécution des programmes, on tiendra compte - plus que par le passé - d'un certain nombre d'aspects structurels et d'un planning à moyen terme. De cette manière, nous espérons augmenter le rendement et l'impact et assurer une certaine continuité.

L'accent sera autant que possible déplacé de l'aide à des services médicaux de base individuels vers le soutien des structures médicales de base. Et de plus, il sera donné plus d'attention à l'augmentation de la capacité opérationnelle des divers programmes.

Il va de soi que la Belgique ne peut satisfaire tous les besoins sanitaires du Zaïre tout entier. Avec les autres donateurs, nous établirons une bonne répartition des tâches et une plus grande cohérence et coordination.

En ce qui concerne le soutien du processus de démocratisation, depuis 1992 la Belgique a entrepris diverses actions. La "Conférence Nationale Souveraine" et le "Haut Conseil de la République" ont reçu les moyens nécessaires à leur déroulement. Les activités des organismes de défense des droits de l'homme, des syndicats et de la "Société Civile" reçurent une assistance financière. Selon l'Acte de Transition, signé par le Président Mobutu et par l'Opposition, des élections doivent être organisées au Zaïre dans un temps relativement rapproché. Pour garantir une élection représentative, massive, loyale et transparente, il est d'une importance capitale que des initiatives soient prises aussi vite que possible pour éclairer la population sur la démocratie et l'engager à faire valoir ses droits.

L'expérience a montré que ces campagnes de "voter éducation" sont d'une importance capitale pour le déroulement satisfaisant des élections.

Un "fonds de démocratisation" sera donc mis en place dans le but de soutenir, d'une manière souple et flexible, des initiatives de base en ce qui concerne les droits de l'homme, la démocratisation et le "voter éducation".

Il va de soi qu'un tel fonds, limité en volume, n'aura pas une influence fondamentale sur le processus social. En plus nous devons diriger ces interventions avec une précision chirurgicale pour ne pas déclencher une dynamique nuisible et indésirable. D'un autre côté, ces activités nous délivreront peut-être de cette attention toujours fixée sur ce biotope politique qu'est Kinshasa. Nous entrerons en contact avec une communauté plus large: tout ce qui vit et travaille en dehors de Kinshasa. Car c'est ce que j'ai retenu des rapports de notre Section à Kinshasa et des ONG belges sur le terrain: malgré la désastreuse situation socio-économique, la population zaïroise fait preuve d'une remarquable vigueur et d'un grand esprit d'initiative. Comme je l'ai déjà dit dans une autre circonstance: l'Etat zaïrois peut être à peu près mort, le peuple zaïrois ne l'est pas du tout. Il faudra donc rechercher les "stratégies de survie" employées par les Zaïrois et voir comment elles fonctionnent. Notre coopération à court terme devra nécessairement s'adapter à cette situation.

En ce qui concerne le cofinancement, je dirai ceci: vous vous souviendrez que le cofinancement des projets ONG au Zaïre jusqu'en février 1993 a été tout à fait suspendu. En 1993, le Conseil des Ministres décida de reprendre partiellement le cofinancement des projets ONG s'occupant du secteur médical et de l'aide alimentaire. En novembre 1993 une nouvelle tranche de 100 millions de BEF fut encore débloquée pour des projets de cofinancement dans les secteurs santé, sécurité alimentaire et démocratisation.

L'emploi de ces fonds ne s'est pas fait sans problèmes. Vous êtes probablement très bien au courant des retards encourus pour l'établissement et l'approbation de ces dossiers. La responsabilité de ces retards doit être partagée entre les ONG concernées, l'administration avec ses lenteurs et - pas le plus négligeable - les événements au Zaïre même. Ces derniers mois, des efforts ont été faits pour remédier à ces ennuis par l'introduction de consultants locaux, jouissant d'une plus grande liberté de mouvement et par diverses réunions de coordination entre mes services et les fédérations des ONG.

Actuellement nous sommes, à ce sujet, en train de faire une expérience avec les ONG, expérience qui me paraît très intéressante. Comme vous le savez, le financement de programmes est normalement accordé aux ONG respectives pour leurs activités dans un certain nombre de pays. Pour encourager les ONG travaillant au Zaïre, à plus de cohérence mutuelle et de complémentarité et aussi pour éviter la prolifération d'initiatives isolées et incontrôlables, actuellement un programme global pour le Zaïre est à l'étude, dans lequel toutes les ONG intéressées pourraient s'insérer. Dans un tel programme toutes les ONG intéressées et compétentes seraient responsables d'une partie spécifique dans le cadre d'un plan global cohérent, auquel un financement de programme serait accordé. Des discussions à ce sujet sont en cours. Quatre groupes de travail ont été formés dont le groupe "sécurité alimentaire" est d'ailleurs coordonné par le C.D.I.-Bwamanda, qui dans ce domaine peut puiser dans une longue tradition et une grande expérience.

Cette initiative est neuve. Sa réalisation ne va pas sans problème. Un certain nombre d'ONG craignent une trop grande ingérence de l'Etat; mon administration est à la recherche de procédures et de moyens appropriés, et la situation au Zaïre même rend précaire toute planification à long terme. Mais c'est justement cette situation spécifique du Zaïre qui exige une telle concertation. Pour avoir quelqu'impact, tous les acteurs de la coopération au développement - coopération bilatérale, multilatérale et ONG - doivent essayer de trouver la complémentarité dans un tel contexte. Cela ne doit pas se faire par des ukases impériaux de l'Etat; on peut y arriver par une concertation respectueuse du caractère propre et de l'expertise de chacun.

Mesdames et Messieurs,

En conclusion, quelques mots sur celui qu'on fête aujourd'hui. Dans ses 25 ans d'existence, le C.D.I.-Bwamanda a acquis un palmarès impressionnant. Le nombre d'activités, le territoire couvert par l'organisation, la population atteinte dépassent en taille la plupart des ONG.

Ceci montre clairement que l'engagement tenace de personnes enthousiastes porte ses fruits. Je veux rendre hommage à l'engagement de tous ceux qui ont fait du C.D.I.-Bwamanda ce qu'il est maintenant et aux Zaïrois qui recevront la responsabilité de le mener toujours plus avant.

Je vous remercie de votre attention.

ALLOCUTION de S. MARYSSE

Introduction

L'Afrique est le symbole de grandes contradictions. Aussi bien symbole du début que de la fin de la vie où toutes les catastrophes se rencontrent dans une apocalypse. Nulle part le jour n'y est si clair et nulle part la nuit n'y est si sombre. Nulle part la nature ne donne avec une telle abondance mais nulle part non plus les traces de dégradation écologique n'y sont si grandes. Si nous pouvons croire les médias et les rapports de toutes les grandes instances, l'Afrique est presque morte. Surpopulation et sida, des millions d'hommes en fuite devant la violence et la faim, villes surpeuplées, sécheresse, guerre, violence provenant de la désintégration de l'Etat et de la société sont les plaies qui frappent le continent africain et auprès desquelles celles d'Egypte ne sont rien.

Depuis 1980, l'Afrique est le continent maudit où frappe le chaos et pèse le découragement face aux remèdes et à l'assistance apportés.

Un tel pessimisme et un tel découragement sont-ils justifiés? N'y a-t-il pas d'avenir et de remèdes pour la maladie d'un continent? La profondeur de la crise n'est-elle pas justement un signe avant-coureur d'une guérison possible et durable? Tout vrai connaisseur de l'Afrique subsaharienne (Afrique SS) sait qu'il y a là une énergie vitale qui ne paraît pas dans les rapports ni chez les indicateurs, mais qui peut former la base d'un développement africain où nous pouvons beaucoup apprendre. Mais ne nous débarrassons pas trop vite du problème par un acte de foi et d'espérance. La crise est incroyablement profonde et les remèdes ne sont pas évidents. Dans un premier temps, je veux, pour employer le langage médical, poser un diagnostic de la crise en Afrique SS. Dans un deuxième temps, j'en chercherai les causes et celles-ci se trouvent aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Afrique. Pour terminer j'examinerai quelques réponses et remèdes à cette crise.

1. Le diagnostic de la crise en Afrique SS et au Zaïre

La production annuelle et les revenus en Afrique SS avec ses 530 millions d'habitants sont à peine aussi élevés que ceux de la Belgique avec ses 10 millions d'habitants. En outre le revenu et surtout la production alimentaire par tête d'habitant baissent de 1 à 2 % par an depuis la fin des années 70. Trente-cinq ans après l'indépendance le revenu par tête a baissé en moyenne de 20 %. Au moment de l'indépendance le Ghana et le Soudan avaient un revenu par tête aussi élevé que celui de la Corée; aujourd'hui celui de la Corée est 15 fois plus élevé (WDR). Au Zaïre où la chute des revenus est encore plus dramatique, aucune statistique n'est nécessaire pour constater le phénomène. Avec l'ironie qui les caractérise, les Zaïrois disent "A l'indépendance on mangeait trois fois par jour; sous la première république deux fois et sous la deuxième république une fois par jour. Où va s'arrêter le progrès?"

Au niveau mondial également l'Afrique est de plus en plus marginalisée comme un malade nécessitant. Avec ses 530 millions d'habitants, elle exporte et importe moins que l'état-ville de Singapour avec 3 millions d'habitants et la part de l'Afrique dans le commerce mondial est tombée de 3 à 1,5 %. Les investisseurs étrangers eurent vite compris. Les investissements dans les années 80 tombèrent de 2,5 milliards de dollars jusqu'à peine 900 millions. La philanthropie ne compte pas dans leurs calculs! Les investissements en Afrique coûtent deux fois plus et la rentabilité est 9 fois plus basse qu'en Asie du Sud-Est. Il est clair que ce n'est pas un excès d'impérialisme économique qui étrangle l'Afrique, mais plutôt un manque... Uniquement sur le plan de l'aide au développement, l'Afrique a reçu plus que sa part. Avec environ 10 % de la population mondiale, elle a reçu 30 % du total de l'aide officielle au développement. En moyenne cela correspond à 5 à 10 % du revenu national. Mais cet apport ne sera plus si évident à l'avenir.

2. Les causes du mal africain

Les causes de la crise profonde de l'Afrique SS proviennent de la rencontre de causes internes et externes. Bien que les deux soient inséparablement unies, nous faisons, pour des raisons analytiques, une distinction entre les causes externes et les causes internes.

2.1. Germes externes de la maladie

Le Roi Léopold II écrivit dans une lettre au Baron Solvyns, le 17/11/1877: "Nous devons être à la fois prudents, habiles et prompts à agir. Je ne voudrais m'exposer ni à mécontenter les Anglais, ni à laisser échapper une bonne occasion de nous procurer une part de ce magnifique gâteau africain... ". Avec cette phrase, il est clair que le Zaïre reçoit un rôle spécifique dans notre système mondial moderne. Il est une inépuisable source d'hommes (esclaves), de matières premières et un marché d'exportation en puissance. Présenter la colonisation seulement comme un gâteau dont nous nous sommes régalés, fait violence à l'histoire. Elle est beaucoup plus compliquée et a tout au moins également semé les germes de l'émancipation politique.

L'indépendance de l'Afrique et du Zaïre fit surgir de grandes espérances et les leaders politiques définirent leur type de développement comme l'antithèse de la colonisation. Colonisation et capitalisme furent associés et ceci explique la réaction de beaucoup des leaders africains de la première heure. L'Etat devait mener le développement; les Noirs, par leur accès massif à l'enseignement, à la santé et à leur propre contrôle de la vie politique, conduiraient le pays dans le concert des Nations. Ce modèle étatique en tant que principal agent du développement reçut un nouvel élan par la théorie du domino de Kissinger et par la guerre froide qui permirent aux dirigeants des pays africains d'obtenir facilement l'argent de leur développement. Les résultats de ce modèle créèrent un progrès certain dans les premières décennies après l'indépendance. De 1965 à 1980 le PNB augmenta de plus de 5 % par an, l'espérance moyenne de vie monta de 8 années et la fréquentation des écoles primaires passa de 40 à plus de 70 %. Ce développement resta cependant fort inégal avec la marginalisation de grands groupes et l'enrichissement d'une minorité.

Deux causes externes vont ensemble mettre fin à ce modèle. Le premier facteur est le poids des pertes de la crise économique mondiale sur les échelons les plus faibles de la société. Un exemple. La moitié de toutes les dettes du Zaïre a son origine dans le financement de quelque cinq grands projets (Inga 1 et 2, Inga-Shaba, SMTF, Codemiza). Aucun de ces projets n'a donné les résultats espérés: lignes électriques sans électricité, raffinage de 60.000 T de cuivre ramené à 3.000 T etc. Ceci était d'une part attribuable aux grandes entreprises internationales qui ne voulaient prendre aucun risque mais voulaient des emprunts et des livraisons avec double garantie de l'Etat mais sans garantie de résultats. D'autre part, les responsables zaïrois y virent une manière facile d'augmenter leurs revenus privés. Ces responsables avaient bien donné une garantie de l'état aux emprunts extérieurs.

Quand, à partir de 1975, commence la crise zaïroise et que les remboursements doivent se faire, c'est le peuple qui reçoit la facture. Le remboursement à l'étranger se fit en serrant la ceinture à l'intérieur du pays. Depuis lors, l'enseignement et les soins de santé ont été tout doucement mais sûrement condamnés.

Un deuxième facteur externe qui aggrave la crise au Zaïre a été le changement de rôle de l'Afrique dans la rivalité géo-politique et dont la population fit deux fois les frais. Pendant la guerre froide, des régimes amis furent maintenus et aidés malgré l'exploitation du peuple par ceux-ci. Et le peuple fut de nouveau dupe quand l'Occident laissa tomber ces mêmes régimes mais négligea de réorienter son aide par d'autres voies que celles de l'Etat. On peut très bien illustrer cette période en paraphrasant un proverbe africain qui dit: "Quand deux éléphants se battent, c'est l'herbe qui est écrasée. Et quand ils font l'amour, c'est encore l'herbe qui en souffre."

Ce serait cependant une faute de charger le système international de tous les péchés d'Israël et d'y voir les principaux coupables du drame africain. D'ailleurs, puisque les mêmes causes doivent avoir les mêmes conséquences, on ne peut expliquer comment le même climat international a eu pour l'Afrique des effets négatifs tandis que ce fut le contraire pour l'Asie. Ce serait plutôt l'interaction spécifique des facteurs internes et externes qui pourrait expliquer cette différence.

2.2. Les germes internes de la maladie

Comme nous l'avons écrit ci-dessus, le plus grand paradoxe de l'Afrique SS est que nulle part au monde autant de personnes travaillent dans l'agriculture mais qu'en même temps l'Afrique est le seul continent où la production agricole vivrière par tête diminue. Pourquoi la révolution verte a-t-elle, en grande partie, omis l'Afrique? C'est, à notre avis, le concours de divers facteurs spécifiques propres à l'Afrique.

L'Afrique n'a pas raté sa révolution agricole à cause de techniques inadaptées mais principalement pour des raisons de nature politico-économique.

S'il y a une chose commune à tous les régimes africains, c'est bien d'exploiter ou tout au moins d'abandonner leurs paysans. Non seulement peu d'argent va à l'agriculture mais les prix sont tellement désavantageux pour le milieu rural que les paysans travaillent de moins en moins pour le marché.

Tout cela fut encore aggravé par une politique systématique de surévaluation de la monnaie nationale. Ceci demande quelques mots d'explication. Par le fait que l'état donnait artificiellement une grande valeur à la monnaie nationale, on devait offrir moins de monnaie nationale pour un dollar. De là on devait déboursier moins pour par exemple l'importation de denrées alimentaires ou d'autres produits. D'autre part, l'agriculteur africain recevait moins de monnaie locale lorsqu'il vendait par exemple un kilo de café.

La conséquence fut que les agriculteurs étaient deux fois trompés. D'abord et surtout, sur le marché agricole ils devaient concurrencer les produits importés à bon marché et parfois à des prix de dumping, méthode pratiquée par la CEE et les U.S.A. Et s'ils produisaient des produits agricoles pour l'exportation, ils recevaient moins de monnaie locale pour 1 dollar. L'explication d'un tel développement qui ne tient pas compte du milieu rural se trouve, à notre avis, dans la nature des régimes politiques en Afrique. Un tel régime, à défaut de règles démocratiques, trouvait surtout sa stabilité grâce au soutien donné aux villes. Les gens de la ville bénéficiaient de nombreux fonctionnaires bien payés, de l'importation de produits alimentaires et autres à bon marché et de l'accès à l'enseignement et aux soins de santé à bon prix.

Il y a enfin un autre aspect spécifique du continent africain et qui explique partiellement la profonde crise politique du continent. Chez nous, ceci est bien connu sous le nom de "mal zaïrois", mais il n'est nullement limité au Zaïre. Le Zaïre n'est qu'un cas extrême de ce qu'on qualifie trop facilement de corruption. Dans une des meilleures analyses du problème, G. Hyden le décrit dans son livre paru en 1984, comme le résultat de ce qu'il nomme "economy of affection".

C'est l'unique et spécifique articulation entre la production et la façon de vivre traditionnelles d'une part et les structures modernes du marché et de l'état d'autre part. Dans une situation précaire, les Africains puisent la certitude, la sécurité et la dignité dans la parenté et les liens familiaux. Aussi dans la recherche de promotion et de mobilité sociale, le réseau des relations familiales est plus important que les partis, les syndicats ou les diplômes. Pour ces raisons, tous les rapports modernes et formels tels que la politique, l'idéologie et l'éducation formelle sont soumis à la logique de la famille, du groupe, du clan ou de l'ethnie. Les relations personnelles proches sont plus importantes que les relations fonctionnelles. La logique de l'"economy of affection" pénètre la vie sociale de haut en bas et rend vaines toutes les institutions modernes... En Afrique, la présence d'une vie sociale traditionnelle basée sur un système de production paysanne est restée intacte mais peut avoir des effets aussi bien positifs que négatifs vis-à-vis du changement et du développement. La thèse de Hyden est que la logique de l'"economy of affection"

est à la fois cause et conséquence de la crise parce que le caractère paralysant (négatif) de l'"economy of affection" a plus de poids que la modernité. Si cette analyse est juste, elle rend plus forte la thèse de R. Dumont selon laquelle il est impossible que le développement se fasse sans passer par la nécessité d'une révolution agricole.

Voilà donc quelques causes, qui ensemble et dans une certaine mesure, ont marginalisé l'Afrique SS dans le monde. Mais avec cela nous faisons tort tant à la diversité de la réalité africaine qu'à l'autosuffisance et de la vitalité des Africains qui peuvent devenir le germe d'un modèle africain de développement durable.

3. Eléments d'un rétablissement

3.1. Crise et catharsis

" Zaïre commence avec un Z, la dernière lettre de l'alphabet " disent les Zaïrois pour indiquer d'une autre manière, l'état de leur situation désespérée. D'après les statistiques, le Zaïre est presque mort avec à peine un revenu de 100 \$ par tête, soit la moitié du revenu au moment de l'indépendance. Celui qui y regarde de plus près, à côté de la misère journalière, peut découvrir avec un mélange d'étonnement et d'admiration comment, dans cette situation particulièrement critique, des millions d'hommes et de femmes, chaque jour rendent l'impossible possible par des moyens permis ou non et trouvent chaque jour de nouveaux chemins pour survivre. Pas seulement survivre mais aussi réussir à lutter, malgré la violence et "le struggle for life", pour plus de dignité humaine. Il faut du courage, au moment où l'argent est si rare, pour refuser d'accepter les nouveaux billets de banque! Jamais encore le niveau de la prise de conscience et de la désobéissance civile n'a été aussi important. Deux facteurs et le courage de beaucoup ont provoqué cette période de conscientisation. Une presse qui écrit et analyse librement. Avant qu'un journal ne soit vendu, il y a déjà au moins 50 lecteurs pour le commenter! La "Conférence Nationale" a heureusement duré assez longtemps que pour mettre les problèmes en évidence, grâce à quoi le peuple a mieux compris que les causes du mal ne doivent pas être principalement recherchées à l'extérieur du pays. On aurait difficilement pu imaginer une meilleure université populaire en pleine rue!

Ce n'est pas seulement en politique que la crise est une catharsis mais aussi dans le domaine économique: il se passe des choses qui échappent trop aux analyses des grands rapports internationaux.

La fuite des capitaux étrangers et la diminution de l'aide publique dans des pays comme le Zaïre, suite à la zaïrianisation, la détérioration de l'infrastructure, l'incompétence politique et la violation des droits de l'homme, sont dans un premier temps néfastes pour l'économie et ont conduit aux indicateurs dont nous avons parlé ci-dessus.

Cependant cela signifie aussi que les Zaïrois soutiennent davantage les entreprises, l'Eglise, les ONG et autres activités où ils reçoivent plus de responsabilités. C'est J. Mc Gaffey, dans son magnifique ouvrage "Entrepreneurs and Parasites" paru en 1989, qui signale la formation d'une nouvelle classe de petits et grands entrepreneurs; ceux-ci ne sont soutenus ni par l'étranger ni par le régime; c'est par leurs propres forces et principalement avec des moyens locaux qu'ils forment cette nouvelle classe. Contrairement aux classes dirigeantes précédentes, ils ne gaspillent pas les richesses pour quitter le bateau quand il coule, après avoir mis leurs brebis bien au sec (c'est-à-dire à l'étranger)! Non, ils sont témoins d'une organisation beaucoup plus durable parce qu'ils font marcher leurs affaires, pas seulement dans le domaine du commerce mais aussi en créant de nouvelles activités productives.

Le rôle des femmes surprend toujours plus, dans tous les domaines. Le domaine de la politique était celui des hommes, tandis que les activités économiques locales touchant la nourriture et l'argent en périodes de crise sont de plus en plus prises à charge par les femmes. Regardez le Wall Street à Kinshasa; ce sont exclusivement des femmes qui gèrent et négocient les denrées les plus rares, les devises étrangères!

Les cadres zaïrois aussi font preuve d'activité et d'initiative lorsqu'ils reçoivent une responsabilité. A titre d'exemple, donnons le témoignage de Mr. Blattner, PDG du groupe Agro Pastoral, l'ancien Agricom que la Société Générale vendit en 1989. Suite à la crise et aux pillages, GAP a dû licencier 6.000 des 13.000 travailleurs et 35 de ses 42 expatriés. Blattner remarque: " Le rendement n'a pas baissé, mon personnel preste au moins aussi bien. Les Zaïrois sont d'excellents entrepreneurs. Mais mettez-les en politique et ils dérapent." Dans l'Eglise aussi, on voit de plus en plus de personnes chargées de responsabilités et qui les remplissent tenacement. Cette structure est probablement celle qui s'est montrée la plus solide et est le fruit d'une présence et d'un effort continus. Malgré toutes les questions qu'on peut se poser sur l'ambiguïté du poids de l'Eglise dans les

affaires séculières, la zairianisation de l'Eglise est un fait et un exemple de ce que changement, modernisation et inculturation peuvent être.

Le mot crise vient du grec et signifie un tournant décisif, un moment de choix. En ce sens, la crise en Afrique a aussi un côté qui n'apparaît pas suffisamment dans les rapports internationaux. La profondeur de la crise est peut-être aussi la fin d'une période de tutelle et l'éveil de la conscience que les Africains ont leur avenir en main. En ce sens, la crise est aussi une catharsis.

3.2. Le secteur informel, réponse populaire à la crise ¹

Le rêve du développement et de la modernisation devait conduire à l'absorption du surplus de main d'oeuvre dans le secteur agricole par la dynamique d'un secteur moderne. Le secteur moderne aurait procuré à ces hommes un travail plus productif dans l'industrie et les villes. La conséquence de l'implosion de l'économie moderne fut l'immigration de nombreuses personnes vers les villes où ils participent aux mirages de la modernité. A Kinshasa seulement 5 % de la population trouve du travail dans le secteur moderne alors que la grande masse doit essayer de survivre dans ce qu'on a appelé l'économie informelle. Le secteur informel, loin d'être considéré comme un phénomène marginal et passager, doit plutôt être vu comme une donnée structurelle des pays africains.

Vis-à-vis de ce secteur informel, existent deux attitudes, qui selon nous, ne considèrent pas le problème comme il se doit. Un premier groupe auquel je donnerais le nom de modernisateurs incorrigibles, voit ce secteur informel comme un phénomène passager, sans avenir, où la population, à défaut de mieux, essaie de s'en tirer. Un autre groupe que l'on rencontre parfois dans des milieux ONG, exalte ce secteur informel comme une réaction de la créativité populaire contre la crise de la société. En vérité, je ne partage aucune de ces deux attitudes. Pour illustrer mon point de vue je pense qu'il est nécessaire d'éclaircir le flou qui entoure le secteur informel. Vous pourriez diviser le secteur informel en trois sortes d'activités.

Tout d'abord et surtout, il s'agit en effet d'une série d'activités pour combattre et modérer la chute des revenus, suite au mauvais état de l'économie. Ces stratégies de survie peuvent aller du ramassage des feuilles et la vente de celles-ci aux paysans autour de la ville, du recyclage des déchets et de la vente de farine de manioc

1. Voir aussi l'article de T. Deherdt "survivre sans état" dans Streven de nov. 1991.

devant la maison en tas devenant de plus en plus petits, jusqu'à l'élevage de volaille par un biologiste sans travail.

*En second lieu, il s'agit de nombreux artisans comme les tailleurs, les travailleurs du bois, les bouchers et boulangers etc... Nous les appelons **PPM ou petites activités productives**. Par notre enquête à Kinshasa, nous avons appris que ces activités artisanales sont très intenses, demandent peu de capitaux, sont de petite taille et ont un potentiel de croissance. Cet artisanat prospère d'autant plus que l'économie, formelle ou moderne, marche bien, car dans ce cas la population jouit d'un plus grand pouvoir d'achat et elle consacre une partie de ses revenus à des produits et des services locaux, mieux adaptés à ses moyens et à ses besoins.*

*Et enfin, il y a toutes les pratiques illégales d'escroquerie telles que l'extraction et la vente de diamants à petite échelle ou une mauvaise utilisation du job pour augmenter les revenus. C'est ainsi que des directeurs d'école demandent un supplément pour des inscriptions ou des diplômes, des enseignants demandent de l'argent pour des interrogations, des employés des services postaux en demandent pour une communication téléphonique et certains médecins ne veulent intervenir que lorsqu'il y a de l'argent en suffisance. Cette dernière catégorie d'activités informelles, je les placerais sous la dénomination de **capitalisme sauvage** où domine le droit du plus fort et où la morale est inexistante.*

Cette brève description doit nous montrer à l'évidence que placer toutes ces diverses activités sous la même dénomination de secteur informel est une erreur et conduit à des confusions. Les activités que j'ai appelées capitalisme sauvage minent et bloquent la société et les stratégies de survie ont en effet été créées suite à la crise, comme une alternative moins bonne. Enfin, nous voyons que les activités positives de l'artisanat et des services marchent d'autant mieux que le reste de la vie économique fonctionne également mieux. Autrement dit et, comme conclusion, on peut dire qu'il n'y a pas d'alternative en dehors du rétablissement de la modernité, c'est-à-dire de l'état et du marché.

3.3. Le rétablissement de l'état, les difficultés d'instauration de la démocratie et la nécessité de la réorientation de la coopération internationale au développement

Tout d'abord et surtout, les fonctions de l'état doivent être rétablies afin de garantir à chacun des chances égales d'une existence digne, par l'accès aux soins médicaux et à l'enseignement. Cette garantie ne peut exister sans le rétablissement de l'économie qui doit financer ces services publics, et c'est ici que le bât blesse... Financer ces services publics, signifie payer un salaire décent aux enseignants, aux agents du service médical, aux policiers etc...; et pour tout cela, le Zaïre a besoin de 600 millions de \$ par an. Vu la situation lamentable de l'économie, l'état peut à peine récolter 200 millions de \$. Ce déficit de 400 millions n'est pas insurmontable si la production de cuivre et de cobalt et l'industrie du diamant fonctionnent comme il se doit; des impôts normaux sur ces activités industrielles peuvent combler le déficit, mais à deux conditions qui actuellement ne sont pas remplies. D'abord, du point de vue technique, il faut au moins cinq à dix ans pour remettre à un niveau normal ces infrastructures quasiment en ruine de ces industries et les investissements indispensables manquent. En deuxième lieu il faudrait des autorités nationales qui n'utilisent pas les richesses du pays pour s'enrichir. Ces deux conditions nous montrent le rôle crucial du facteur politique et de l'étranger. Le financement du déficit budgétaire n'exigerait pas un effort insurmontable pour la communauté internationale. Cela signifie que l'on effectue les mêmes versements que par le passé jusqu'à ce que le peuple zaïrois puisse lui-même produire un revenu suffisant et cela demandera, dans les meilleures conditions, entre 5 et 10 ans. Mais vu l'expérience du passé et vu que les salaires des expatriés et les comptes bancaires à l'étranger des dinosaures nationaux font refluer l'argent vers l'étranger, il est peu probable que les sommes seront bien employées dans le contexte politique actuel. Ceci nous ramène au tout puissant bottle-neck de la politique et de la moralité publique.

Après 1989, on a trop vite pensé en Occident qu'on pouvait facilement se défaire des dictatures par le biais du multipartisme et d'élections démocratiques et qu'ainsi le développement suivrait. De plus on a perdu de vue que la démocratisation d'une société est un long processus qui doit trouver ses racines dans les oppositions propres à chaque société. On n'établit pas une démocratie par décret ou par un conditionnement politique à partir de l'étranger. La traduction de la démocratie telle qu'on la vit en Europe Occidentale a surtout augmenté la rivalité pour le pouvoir entre les fractions de l'élite et a conduit à l'anarchie, alors que les vraies oppositions en Afrique se retrouvent plutôt entre ville et campagne. Combien de partis ruraux avons-nous vu naître en Afrique? Cela signifierait-il que l'Afrique ne serait pas encore mûre pour la démocratie? Absolument pas. La "Conférence

Nationale" par exemple est la plus belle université populaire que l'on puisse imaginer. Je veux seulement plaider pour une conditionnalité politique positive de la part du Nord. Cela veut dire: soutien positif aux forces démocratiques et à la participation du peuple à la société.

Pour terminer, un dernier facteur est également nécessaire au redressement. Un philosophe indien du développement l'a appelé le facteur S, c'est-à-dire le facteur spirituel et culturel. Après 1989, on a eu une confiance illimitée dans le fonctionnement du marché. La métaphore du marché est celle de la main invisible. Si chacun cherche son profit personnel, l'activité économique en sera stimulée et par cette croissance économique, la pauvreté et la disette diminueront ainsi que les conflits. Une bonne société serait le résultat du nombre d'individus qui chercheraient leur profit personnel. Le Zaïre est la preuve exemplaire du contraire, preuve qu'une recherche incontrôlée des intérêts propres détruit l'état et fait prévaloir la puissance du plus fort; le résultat en est que des millions d'hommes et de femmes sont exclus des bienfaits de la croissance économique. Il n'y a pas d'alternative pour une moralité publique; l'intérêt personnel doit être limité par des hommes qui prennent la défense des autres et des exclus. De tels hommes sont présents au Zaïre; ils méritent soutien et reconnaissance.

ALLOCUTION de V. BRENNINKMEIJER

C'est un grand honneur de pouvoir prendre la parole en ce jour mémorable du jubilé d'une aussi importante organisation de développement que le C.D.I.-Bwamanda. J'ai eu le plaisir d'avoir été, jusque 1993, intimement lié au développement du "projet C.D.I.", comme nous disions chez Cebemo. Cebemo a investi une somme relativement importante, à bon droit me semble-t-il, pour contribuer à mettre le projet sur pied, à l'époque où le Père Van Baelen a demandé son aide.

En ce jour, je souhaite m'arrêter aux souvenirs mais aussi rappeler certaines expériences du passé, telles qu'elles ont été vécues par CEBEMO avec le projet. Le travail accompli par chacune des parties mérite beaucoup de respect, mais il est toujours intéressant de tirer la leçon des expériences menées.

Ce qui suit est le point de vue d'une personne relativement étrangère au projet, d'un économiste, de surcroît hollandais, sur l'évolution du C.D.I.-Bwamanda. C'est probablement la raison pour laquelle à la fin de cette conférence on parlera surtout de la construction de ponts.

Il faut à présent mentionner que les organisateurs de cette journée ont l'intention de laisser parler des bailleurs de fonds tels que Cebemo, le gouvernement belge et des clubs internationaux comme EDCS.

Il se pourrait donc que les idées qui vont suivre ne soient pas partagées, ou du moins pas à 100% par les personnes ici présentes concernées de très près par le projet.

Ceci est possible, parce que les évolutions les plus récentes ne figurent pas encore dans les dossiers des bailleurs de fonds, alors que ces derniers montrent peut-être une autre orientation pour le proche avenir; de même parce que les bailleurs de fonds perçoivent probablement la réalité autrement que des managers et des administrateurs.

Mon exposé se présente en deux parties: tout d'abord je voudrais dire un mot sur le passé, ces 25 années écoulées, et ensuite un mot sur l'avenir. Suite à un entretien téléphonique avec un des représentants de Leuven j'ai dû adapter la deuxième partie de mon texte, où il s'agit de l'avenir. Cette adaptation n'a pourtant pas changé la tendance (de cette partie) de façon structurelle.

Ces 25 dernières années

C.D.I. veut dire Centre de Développement Intégral. Je ne vais pas développer la notion de "Centre" ni de "Développement", mais bien celle de "Développement Intégral".

Pour Cebemo, dans le contexte du C.D.I., l'expression "Développement Intégral" a toujours signifié que plusieurs aspects étaient coordonnés dans l'objectif du programme. L'intervention du diocèse, comme on l'appelle actuellement, a essayé dès le début d'intégrer les aspects économiques et sociaux du programme. Originellement, le programme n'a pas émané de la population locale; il a été proposé par le diocèse. Je n'aborderai pas ici la question de savoir si l'église ou le diocèse est, de par sa nature, une organisation populaire ou une organisation professionnelle intermédiaire, car cela nous mènerait trop loin.

La mise sur pied du C.D.I. comme institution - car c'est bien ce que le C.D.I. est devenu - est donc en fait une intervention venue d'en haut qui avait pour but de générer un processus de croissance à partir de la base, de sorte que les personnes vraiment concernées puissent finalement reprendre à leur propre compte l'ensemble du projet. Il y avait donc, dès le début, des représentants du groupe-cible dans la direction du projet et qui étaient aussi impliqués dans la structuration de l'organisation et dans l'établissement du programme. Mais en fait, la responsabilité finale de la gestion quotidienne reposait entre les mains d'étrangers.

En cette région de l'Equateur, les circonstances ne permettaient pas une autre solution. Dans ces régions, compte tenu des conditions de vie, l'idée de s'organiser autour d'un tel programme était complètement neuve et on ne pouvait pas s'attendre à ce que les gens fassent cela spontanément sans passer par une phase de conscientisation.

L'expression Développement Intégral visait donc plutôt un processus qui devait être mis en place afin de réaliser ce que la Banque Mondiale appelle aujourd'hui "Ownership of the primary stakeholders", librement traduit: "Prise en charge par les premiers intéressés". Cet "ownership" devrait être réalisé aussi bien dans le sens socio-économique que dans le sens socio-politique.

Il y avait eu évidemment une certaine préparation de ce processus au sein du diocèse, parce qu'un certain nombre de Zaïrois étaient formés (des catéchistes, des experts, etc.) et originaires de la région; mais la majorité des membres du

staff étaient au départ, tant du point de vue quantitatif que qualitatif, des personnes venant de l'étranger.

Dès le départ, on pouvait constater une certaine tension dans le projet. L'institution était basée sur deux éléments:

a) l'aspect "ownership", qu'on appelait à l'époque l'aspect social, et qui au fond concernait plus la direction et la gestion ou la participation du groupe-cible lui-même; b) l'aspect économique qui se rapporte à l'acquisition directe de revenus. Entre les deux, une tension a dominé toute l'histoire du projet; de même que les discussions entre le management et des bailleurs de fonds tels que Cebemo.

Pour la suite de l'exposé, notons que, pour moi, l'aspect technique comme l'animation rurale, l'introduction du soja, l'amélioration des semences et l'aspect commercial, tout cela fait partie de l'aspect économique. Bien que les soins de santé et l'enseignement ressortent de l'aspect social, quand je parle de l'aspect social, je pense plutôt aux activités qui se rapportent à l'"ownership".

On a eu l'impression que les demandeurs de fonds et le management du C.D.I. avaient, au départ, l'idée que l'aspect "ownership" se réaliserait tout seul, si un progrès économique était réalisé. Les gens verraient alors que le projet était une bonne affaire et auraient en quelque sorte automatiquement envie de s'approprier le projet. C'est pourquoi l'aspect économique a retenu toute l'attention dès le début. C'était d'ailleurs indispensable, parce que les investissements que l'on faisait étaient d'un tel ordre qu'il fallait continuellement user de toutes les énergies et toutes les disponibilités pour improviser et régler l'aspect économique: a) à cause des espérances de revenus que l'on créait constamment et b) à cause des exigences que le marché et la situation politique imposaient.

On avait d'ailleurs un peu l'impression que l'on était nécessairement amené à développer les choses, parce que les bateaux que l'on avait achetés exigeaient à un moment donné que l'on acquière un quai, et lorsqu'on avait acquis celui-ci, il fallut avoir à Kinshasa de beaucoup plus grandes capacités de stockage etc.... En allant toujours plus loin dans les investissements à plus grande échelle, les acquis antérieurs devenaient trop petits et exigeaient une extension.

Etant donné qu'on croyait servir une bonne cause qui avait même des effets positifs pour d'autres groupes de population que les seuls membres des C.R.D.I. qu'étaient les paysans de Bwamanda, plus on en faisait, mieux c'était. Comme bénéficiaires, qui ne faisaient pas partie du groupe-cible original, je cite les enfants de Kinshasa qui recevaient des aliments pour bébés via les kiosques. Donc, au plus grand, au

mieux! Et puisque à cette époque, les fonds étaient disponibles dans le Nord pour procéder à de tels investissements, tout s'harmonisait parfaitement.

Il semblait donc que tout le programme était pris dans une espèce d'accélération continuelle, qui entraînait comme conséquence que la direction du projet et de l'institution devenait aussi beaucoup plus complexe, si complexe que l'on pouvait se demander si l'autre aspect du programme, à savoir l'aspect que j'appelais "ownership", pouvait suivre en même temps.

A l'époque où j'ai pris en charge, chez Cebemo, les aspects économiques du programme Cebemo, le C.D.I. était au point de vue économique un véritable projet 'show': de grande dimension, avec un territoire étendu, où habitait une population importante; les résultats économiques étaient très bons et la vente du café avait des effets jusqu'en Belgique et aux Pays-Bas, parce que, tout comme UCIRI au Mexique, un projet comme le C.D.I. invitait à la création d'un commerce alternatif aux Pays-Bas et en Belgique.

Je dois dire que j'étais moi-même toujours un peu fier de pouvoir coopérer, chez Cebemo, à un tel projet de grande envergure comportant tant de ramifications.

Et cependant, un bailleur de fonds comme Cebemo devait inviter à la mesure. Cebemo constatait que l'aspect social palissait devant l'aspect économique. L'aspect social s'exprimait de plus en plus dans l'organisation de services subsidiés par le projet. On constatait que les gens effectivement concernés se limitaient de plus en plus à une participation passive (fourniture du café et des autres matières premières ou consommation des soins de santé) au lieu de participer activement à la prise de décision qui était visée au départ. Le développement des C.R.D.I. prenait en fait du retard. Les gens participaient, mais moins en amont qu'en aval. Ils consommaient le projet plus qu'ils ne le réalisaient. Ou du moins c'est, dit sans beaucoup de nuances, l'image que Cebemo s'en faisait.

Cebemo craignait qu'à cause de cela, lorsque toute l'organisation du C.D.I. devait nécessairement un jour être transférée entre les mains de managers zaïrois qui étaient eux-mêmes pour la plupart originaires d'autres régions, il ne serait pas possible que la population locale puisse exercer un contrôle suffisant sur le management. C'est pour cela que Cebemo a tiré la sonnette d'alarme lorsque de nouveaux plans de développement lui furent encore proposés. Cebemo répondit alors en posant des questions telles que: a) quand va-t-on enregistrer des progrès dans la zaïrisation du staff? b) quand est-ce que les C.R.D.I. seront réellement introduits dans les prises de décision courantes, même si cela ne peut se faire que progressivement?

La suggestion de Cebemo de faire participer IVO de Tilburg était surtout inspirée par la conviction qu'un bon système de gestion informatique pourrait rendre le projet beaucoup plus transparent et, de ce fait, faciliter la prise en charge et le contrôle par le groupe-cible.

L'apport de Tilburg fut en quelque sorte concomittant avec le brusque renvoi, par les autorités zairoises, des Belges engagés dans le projet. Cebemo n'avait pas souhaité un transfert de pouvoir aussi abrupt entre les mains des Zairoïis, mais c'était un fait. Cette intervention drastique a cependant été vécue par le C.D.I. sans que la continuité du projet soit fondamentalement mise en danger.

Il ne convient pas de dire que Cebemo avait prévu tout cela depuis longtemps. Car Cebemo a aussi joué un rôle parfois contestable dans son jugement sur le déroulement du projet. Cebemo a notamment toujours prétendu que l'aspect social (le programme devant aboutir à l'"ownership" et qui consistait surtout à éduquer le groupe-cible, "awareness creation" et former à l'organisation) pouvait être financé par les "cash flows", par l'amortissement des investissements économiques. Cebemo voulait que ses florins puissent servir deux fois: une première fois en faisant les investissements nécessaires dans les activités économiquement productives, et en second lieu en fournissant à partir de cette activité économique un subside à l'aspect "ownership".

Théoriquement, à cette époque, tout cela semblait très raisonnable sur papier. Mais en pratique, une organisation en pleine expansion économique telle que le C.D.I. l'était et l'est encore, a évidemment besoin elle-même de ses cash-flows pour ses activités économiques. Ceci est surtout vrai si l'on tient compte du fait que le C.D.I. est implanté au Zaïre, avec tous les événements qui peuvent survenir de façon imprévisible. Dans un tel contexte, on ne peut évidemment pas s'attendre à ce qu'une activité économique puisse subsidier un vaste programme de réalisation sociale. Le souhait de CEBEMO était d'ailleurs théoriquement contradictoire, parce que cette façon d'agir aurait obligé le C.D.I., après avoir financé le programme social avec les cash-flows des investissements, de faire à nouveau appel à des financements extérieurs pour remplacer les actifs usés et amortis. Ce qui n'était évidemment pas l'intention.

D'où la tension qui eut un effet particulier sur chacune des parties.

Le management à Bwamanda, à Kinshasa et à Leuven, qui devait digérer un certain nombre de divergences de vue internes, dut accorder de plus en plus d'importance à cette tension, d'une part à cause de l'accélération du processus économique et d'autre part sous la pression des circonstances politiques fluctuantes. D'autre

part, étant donné le désordre croissant au Zaïre, de plus en plus d'"opportunités" d'investissement se présentaient au management.

De leur côté, les bailleurs de fonds devaient constamment freiner pour protéger leurs investissements et surtout pour placer à l'avant-plan l'aspect "ownership" qui était moins mis en lumière alors que, à long terme, c'était dans ce but que tout le programme avait été mis sur pied.

L'avenir

A côté de cette tension, je voudrais vous parler de la gestion générique d'une organisation telle que le C.D.I., et à partir de là du rôle de Cebemo. Dans cette gestion générique, la question se pose de l'objectif final du C.D.I. Est-ce la tâche d'une institution comme le C.D.I. de continuer à prendre à charge des services tels que l'enseignement, les soins de santé, des travaux d'infrastructure, même s'ils sont partiellement subsidiés par l'état. Est-ce au C.D.I. d'en rendre compte comme s'il en avait la responsabilité finale? Pour Cebemo, la question se pose alors de savoir s'il faut donner au C.D.I. la capacité de jouer ce rôle.

J'entends déjà les membres du C.D.I. réagir en disant: "Qui le ferait, si le C.D.I. ne le fait pas?"

Cebemo, pour ce moment, cherche une réponse à la question: où nos subsides sont-ils le plus utiles et où notre aide doit-elle s'arrêter? Pour illustrer ceci à l'extrême, on pourrait imaginer de subsidier la culture de fraises chez les Eskimos du Pôle Nord!

Même si le C.D.I. a l'intention d'accentuer davantage l'aspect économique à l'avenir, et de faire du C.D.I. une entreprise, la question se pose encore ce qui doit être subsidié et comment au micro niveau les paysans peuvent devenir propriétaires de "l'entreprise C.D.I.", y compris les petits paysans.

Dans une organisation comme Cebemo, on court toujours le risque de pouvoir faire, grâce à des subsides, toute sorte d'investissements qui ne sont en fait pas justifiables en eux-mêmes, mais qui peuvent sembler attirants pour les bailleurs de fonds qui ont envie d'apporter une aide. De plus, avec ce type de subsides on risque d'être inculpé de concurrence déloyale, quand il s'agit de grands investissements industriels.

En tant qu'organismes d'aide, le C.D.I. et Cebemo doivent continuer à se poser la question: à quel moment doit-on transférer la responsabilité en matière de soins de santé, d'enseignement et d'infrastructure économique, à la société elle-même? En tant qu'organisation, quand faut-il passer d'une orientation de services pour la population à un rôle catalysateur qui met l'état devant ses responsabilités, afin de faire démarrer un processus de développement durable?

Dans le tiers monde il y a beaucoup d'exemples où L'église prend l'initiative, par le canal d'un diocèse, de mettre en route un processus de développement, avec grand déploiement d'efforts et d'aide extérieure (tant sur le plan technique que financier), et ceci non plus comme fonction de transition mais bien plus avec une mentalité de substitution. L'ONG risque alors de reprendre des tâches qui incombent à l'état, sans qu'il soit défini clairement qui en supporte les coûts et pour combien de temps.

D'après moi, "sustainability" (développement durable) ne signifie pas seulement autosuffisance financière, transmission du projet à la génération suivante d'une façon écologique ou Zaïrisation du staff. "Sustainability" signifie "true and ideal selfreliance" au sens psycho-social de la population zaïroise.

Dans cette perspective, combien de temps allez-vous encore collecter de l'argent pour votre projet, grâce à des financements étrangers, afin de réaliser en Equateur de beaux services, utiles à la population, mais qui incombent, dans la plupart des pays, à la responsabilité de l'état? Que peuvent faire le C.D.I. et la population de l'Equateur pour faire naître une vraie société civile et pour que l'état prenne ses responsabilités? Le C.D.I. ne devrait-il pas, dans les 25 années à venir, s'orienter beaucoup plus vers l'édification d'une véritable société civile et laisser l'aspect économique se développer comme une entreprise à la façon zaïroise? La société civile qui doit être structurée davantage, est d'une importance cruciale pour créer des structures démocratiques et pour interpeller l'état sur son "good governance".

Du coup, l'aspect "ownership" devient essentiel dans le programme, dont nous avons parlé. Car au plus vite la population locale considère le C.D.I. comme son propre projet - tant en ce qui concerne l'aspect industriel que l'aspect services -, et au plus vite la population gère elle-même le programme et fait des investissements, d'autant plus vite l'état y jouera un rôle de soutien et non plus de répression. Dès alors, les possibilités de développement seront beaucoup plus élevées du fait qu'un état dispose de beaucoup plus de moyens pour faire des investissements.

Conclusion

Il est évident qu'une organisation comme le C.D.I. a donné, en première instance, la priorité à l'amélioration des conditions de vie des habitants de l'Equateur. Cet objectif a été réalisé au cours des 25 années écoulées, et toutes les parties qui ont contribué à cette réussite méritent d'être félicitées.

Vu les circonstances politiques et grâce à toutes les occasions économiques qui se sont présentées, la fonction de transition a duré beaucoup plus longtemps qu'on prévoyait il y a 25 ans. L'autre rive, la perspective vers laquelle il fallait construire le pont, semblait s'éloigner de plus en plus. Et cependant, il est important de rester conscient de la 'fonction de pont' et de s'orienter vers ce but. Mais pour réaliser cet objectif, nous avons les 25 années à venir.

ALLOCUTION de NGALEKO BARANGA

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Son Excellence Monseigneur notre Evêque et moi-même, représentants ici du C.D.I.-Bwamanda-Zaïre et du peuple de l'Ubangi, vous convions à partager la joie et l'allégresse que nous ressentons à ce moment à l'occasion de 25 ans d'action du C.D.I.-Bwamanda au Zaïre, puisque l'action du C.D.I. est d'abord une oeuvre commune à nous tous, peuple belge et peuple zaïrois.

L'action de développement que nous poursuivons aujourd'hui est d'abord une oeuvre qui a débuté depuis que les premiers missionnaires ont mis pied à Bwamanda en 1926 pour y organiser plurtard d'importantes activités en faveur de la population par la construction d'écoles, d'hôpitaux et divers ateliers mécaniques. Cependant, les activités économiques de la population demeuraient essentiellement de type d'autosuffisance.

C'est en 1969 que débutera une action de développement intégré sous l'impulsion d'une équipe composée de missionnaires, d'agronomes et de médecins.

1. Les objectifs

Le C.D.I.-Bwamanda est une Association Sans But Lucratif, une A.S.B.L. de droit zaïrois reconnue en 1972, qui s'est fixée comme objectif global de contribuer au développement "intégral" de la population qu'il encadre.

Par "intégral" on entend que le C.D.I., dans son intervention, ne se limite pas seulement à la croissance économique, mais inclut aussi l'épanouissement de "tout l'homme et tous les hommes" par des activités économiques, médico-sanitaires, socio-culturelles et techniques afin de promouvoir un progrès véritable et une libération matérielle et spirituelle par une approche évolutive et pragmatique.

Par les activités économiques, le C.D.I.-Bwamanda oeuvre pour que les paysans produisent tout ce qui leur faut pour assurer leur sécurité alimentaire, mais aussi

pour vendre le surplus en vue d'avoir un revenu nécessaire pour subvenir à leurs besoins sociaux et domestiques.

Pour cela le C.D.I. organise le cycle complet de production et de commercialisation des produits agricoles à forte consommation humaine, à savoir le maïs, le soja, le riz, l'arachide ainsi que les produits de la volaille et la pisciculture. Il met à la disposition des paysans les semences de qualité, l'encadre dans le processus de production, de récolte, de conservation et la commercialisation des produits en vue de satisfaire aussi à la demande toujours plus pressante de la population urbaine, surtout celle de Kinshasa.

Par son service médical, le C.D.I. gère trois zones de santé comprenant cinq hôpitaux et 80 centres de santé et y applique rigoureusement la politique nationale de soins de santé en faveur de la population et apporte son soutien aux autres formations médicales de la région par sa pharmacie centrale de Bwamanda.

Il forme ses propres infirmiers et infirmières dans ses écoles et pour toute la région et participe activement à la lutte contre les grandes endémies qui sévissent dans la région, à savoir la maladie du sommeil et le Sida, et lutte contre les maladies d'origine hydrique en mettant à la disposition des paysans de l'eau potable.

Pour assurer l'accessibilité des malades aux soins de santé, un tarif social est appliqué dans nos formations médicales pour tous, tandis qu'un système de mutuelle est appliqué à Bwamanda.

Par son service de "Développement rural", le C.D.I. cherche à restructurer le monde rural pour donner à la population l'occasion de prendre à charge son propre développement par la création et l'animation de divers comités de base et diverses actions communautaires ayant trait aux institutions culturelles locales, à la santé, l'hygiène, l'eau, l'habitat, l'environnement, l'enseignement, l'aménagement du paysage rural, les fermes pilotes.

Le C.D.I. contribue aussi à la formation de la jeunesse à travers l'action scolaire par la création et l'aménagement des infrastructures scolaires et oeuvre depuis pour rendre les écoles des véritables cadres de formation des jeunes à leur milieu de vie.

2. Situation du C.D.I.-BWAMANDA en 1994

Depuis 1990, suite à la situation politique et de ses conséquences dans notre pays, la situation du C.D.I. a été radicalement modifiée.

Le C.D.I. se voyait privé de l'aide liée à la coopération, en matériel et en personnel. Seules subsistaient certaines formes d'aides humanitaires que nous étions conviés à gérer. Nous avons brusquement hérité d'une situation qu'il fallait maîtriser et gérer, en tenant compte de nos potentialités et l'état des choses en présence.

Nous avons donc procédé à la restructuration du projet pour l'adapter à nos compétences et à nos ressources très limitées. Et ces mesures ont semblé porter leurs fruits, spécialement dans notre environnement politique et économique fort défavorable. Nous avons maintenu l'essentiel de nos activités et surtout l'encadrement de nos paysans. Nos services sociaux, notamment le Service de Développement Rural, nos cinq hôpitaux et leurs centres de santé, nos écoles techniques, l'hydraulique rurale fonctionnent toujours. Nous avons continué à commercialiser les produits de la population en vue de leur pourvoir un revenu financier indispensable. Nous avons renforcé notre capacité de gestion pour la rendre toujours plus performante par la formation et l'éducation de nos cadres sur leur responsabilité vis-à-vis d'eux-mêmes et envers la communauté.

*En 1994, pour la survie du Projet, l'extension de nos activités avait imposé le renforcement de nos infrastructures surtout à Kinshasa, où il était urgent d'avoir une usine pour le retraitement de notre café, des hangars pour l'entreposage de nos produits et un quai pour l'accostage de nos bateaux et la manutention de nos produits. Ni les gouvernements, ni les organismes qui nous aident traditionnellement n'avaient accepté le financement de ce projet. Nous étions obligé de recourir aux prêts auprès des sociétés commerciales à des taux d'intérêt élevés. Nous pouvons aujourd'hui exprimer notre fierté d'avoir complètement remboursé nos dettes et d'avoir amorti la plupart de nos installations par nos propres efforts et surtout grâce à l'action **Max Havelaar**, l'organisme néerlandais de solidarité avec les petits producteurs de café du tiers monde et au prêt de 28.000.000 BEF au taux de 9% octroyé par EDCS, une banque protestante des Pays-Bas.*

Le Projet continue à rendre service de la manière suivante :

2.1. Approvisionnement en nourriture

2.1.1. Cultures vivrières

*Le C.D.I. se donne comme tâche de produire sur place des produits alimentaires afin d'assurer l'autosuffisance alimentaire, mais compte sur les subsides nécessaires pour assurer la rentabilité de la production agricole des cultivateurs. Nous produisons essentiellement le maïs, le soja et le riz. Les semences sont produites dans le centre semencier de "Nzingo", mais cette production reste insuffisante pour satisfaire à la demande. Par un encadrement approprié et en collaboration technique avec le Service National de Vulgarisation, les paysans apprennent à produire eux-mêmes leurs propres semences. Ils sont encadrés par nos "agents de développement" ainsi que quelques paysans "modèles" appelés "**Balendisi**" ou "**agriculteurs de contact**". Ce programme vise aussi une meilleure intégration de la femme par l'amélioration de ses conditions de travail et son intégration dans le processus d'apprentissage agricole et social.*

Pour l'année 1993, le centre de production de semences de Nzingo a produit 37 tonnes de maïs, 15 tonnes de soja et 70 tonnes de riz-paddy.

La ville de Kinshasa a été approvisionnée au prix social d'au moins 10.000 tonnes de maïs dont 4.000 venant de la région de Bwamanda. Le C.D.I. a aussi acheté 1.200 tonnes de riz-paddy et 163 tonnes de soja auprès des paysans.

2.1.2. Cultures perennes

Pour les cultures perennes, le café constitue la principale source de revenu des paysans. La chute de son cours ces dernières années a obligé les petits producteurs d'abandonner l'entretien de leurs plantations. La production en quantité et en qualité en a souffert. L'espoir suscité par la remontée du cours a remis les petits producteurs au travail et nous impose un encadrement intensif.

En 1993 nous avons acheté auprès des paysans encadrés 2.000 tonnes de café baie sèche, 2.400 tonnes de cerises rouges et 59 tonnes de café marchand, ce qui a donné une production de 1.500 tonnes de café marchand au total.

Le centre de Nzingo a produit 15.000 plants de palmier à huile pour les paysans.

2.1.3. Elevage

Les activités d'élevage de poulets ont débuté en 1976. En 1988, on parvenait à produire 10.000 poussins par semaine pour vendre à la population mais aussi pour le marché de Kinshasa. Une grave récession due à l'alimentation a perturbé cette production. La reprise des activités nous laisse prévoir une prochaine production de 5.000 poussins par semaine.

Pour la pisciculture, 236 nouveaux étangs piscicoles ont été aménagés en 1993.

2.2. Dans le domaine de la santé

Malgré les vicissitudes dues aux circonstances, nos trois zones de santé ainsi que leurs 5 hôpitaux et 80 centres de santé fonctionnent. Le personnel est composé de 9 médecins zairois, 7 infirmier(e)s A1, 21 infirmier(e)s A2 et 118 infirmier(e) A3.

Nous formons chaque année des infirmiers et des infirmières dans nos deux écoles à Bwamanda et à Wapinda. Et notre pharmacie centrale de Bwamanda approvisionne les hôpitaux de la région en médicaments et en matériels que nous importons nous-mêmes.

Le programme de vaccination contre la rougeole et la polio se poursuit.

La lutte contre la maladie du sommeil ou la trypanosomiase qui sévit dans notre région constitue une grande préoccupation. Le gouvernement zairois et le Fometro viennent de désigner le C.D.I. pour coordonner la lutte contre ce fléau en collaboration avec les zones de santé affectées. Trois équipes mobiles plutôt mal équipées procèdent au dépistage. En 1993, 558 malades avaient été soignés à Bwamanda.

Pour rendre les soins accessibles aux paysans, le C.D.I. a initié un système de mutuelle dans la zone de santé de Bwamanda. En 1993, 100.000 personnes s'étaient affiliées sur une population de 130.000 habitants.

L'hôpital de Bwamanda a dernièrement servi de cadre de séminaire de lutte contre le SIDA, destiné aux médecins et infirmiers de la région du Nord de l'Equateur.

Le C.D.I. continue d'entretenir des puits d'eau pour lutter contre les maladies d'origine hydrique et alléger les corvées d'eau aux femmes.

2.3. Dans le domaine socio-culturel

2.3.1. Action du Service de Développement Rural

Le C.D.I. cherche à restructurer le monde rural par l'organisation et l'encadrement des activités sociales et culturelles dans les villages.

Le Service de Développement Rural (S.D.R.) est responsable de la vulgarisation agricole, de l'initiation à l'élevage, de l'hygiène et santé, de la formation à l'agriculture, de l'alphabétisation, de l'environnement, de l'habitat et de l'animation rurale par des émissions radiophoniques en langues locales, et encadre les étudiants en stage de formation dans nos services.

Le Service de Développement Rural poursuit aussi l'effort de préservation de l'environnement par la lutte contre la déforestation. A ce propos, 65 nouveaux paysans ont aménagé leurs fermes et s'y sont installés.

2.3.2. Enseignement

Le C.D.I. a travaillé pendant 25 ans pour établir une infrastructure pour l'enseignement primaire et secondaire et a spécialement créé les écoles suivantes:

- *Bwamanda:* *Ecole secondaire : option pédagogie et sciences.
Ecole technique A2 Electricité.
Ecole technique A3 Mécanique-auto.
Ecole médicale A2.*
- *Bobito:* *Ecole technique agricole A2.*
- *Gemena:* *Humanités littéraires.*

- *Yakoma:* *Humanités scientifiques A2 bio-chimie.*
 Ecole technique A3 Mécanique-auto.
- *Wapinda:* *Ecole médicale A3.*

Les écoles techniques et médicales sont complètement prises à charge par le C.D.I. - Bwamanda. Jusqu'en 1990, les autres écoles ont reçu l'assistance du C.D.I. pour l'engagement et le paiement des professeurs et la fourniture de matériels didactiques. Mais cette assistance a été limitée depuis la rupture de la coopération internationale.

En collaboration avec les responsables de l'Enseignement, nous planifions pour cette année un programme proposant les activités productives axées sur l'agriculture et l'élevage en vue de préparer les élèves à leur meilleure insertion dans leur milieu de vie.

2.4. Services de support logistique.

Pour assurer la maintenance des infrastructures et le fonctionnement de ses installations industrielles et le matériel roulant, le C.D.I. accorde un soin particulier aux services techniques.

2.4.1. Le Service Technique à Kinshasa *veille au fonctionnement des usines et les matériels portuaires et autres matériels roulants. Il exécute les commandes des pièces provenant de l'intérieur.*

2.4.2. A Bwamanda, le garage central *s'occupe de grandes réparations et centralise les commandes pour les autres garages installés dans chaque centre. Il veille aussi à l'approvisionnement en eau et en électricité dans les centres.*

Actuellement 30 camions, 15 camionnettes, 20 motos et de dizaines de vélos sont en état de marche par leurs soins.

2.4.3. Le Service d'Entretien des Routes

Ce service est responsable de l'état des routes.

Jusqu'au début 1994, le C.D.I. a collaboré avec le Service National des Routes de Desserte Agricole (S.N.R.D.A.) et l'Office des Routes, deux organismes d'Etat pour l'entretien de 400 km de routes qui sont toujours en bon état. Ces derniers temps, faute de financement extérieur, le C.D.I. continue d'entretenir ces routes par ses propres moyens et compte sur l'aide directe ou par l'Office des Routes pour la poursuite des activités.

2.5. Formation des cadres

Le C.D.I. exprime sa satisfaction d'avoir bénéficié de la formation que ses agents ont reçue auprès de leurs homologues expatriés et qui leur a permis d'être à la hauteur de leur responsabilité.

D'autre part, 5 cadres du Projet ont été formés en technique de gestion de projet et un médecin a suivi un stage approprié d'un an en Belgique.

2.6. De la démocratisation du Projet

La démocratisation du Projet est assurée en faisant participer le plus grand nombre de paysans encadrés à la discussion et aux décisions des mesures concrètes à prendre à travers les réunions annuelles que nous tenons dans tous les centres.

3. Pour l'avenir

Tout le monde sait que le C.D.I. évolue dans un contexte politique et économique peu réjouissant et les études indiquent que la croissance économique de notre pays demeurera négative d'ici au moins trois ou quatre ans. Dans ce contexte, il n'est pas aisé d'envisager l'avenir avec exactitude.

Cependant, la perspective de reprise de la coopération internationale, où il est souhaité que les O.N.G. joueraient un rôle important, nous réjouit et nous permet d'envisager notre intervention en deux temps.

3.1. Dans l'immédiat

3.1.1. Aide alimentaire

En nous donnant des subsides, nous pouvons acheter sur place des produits alimentaires au lieu de faire venir le surplus de la production occidentale. De cette façon, le marché national est préservé, les paysans auront un revenu et les gens des grands centres peuvent acheter les produits malgré la diminution de leur pouvoir d'achat. Le C.D.I. pourra à l'occasion augmenter la capacité de production de semences, acquérir des installations nouvelles pour le traitement, la conservation et la distribution des semences. Les agents de développement, chargés de la vulgarisation agricole pourront être plus mobiles et présents avec les paysans pour mieux gagner la bataille de sécurité alimentaire et approvisionner davantage les centres de consommation.

3.1.2. Santé

L'aide servira à l'approvisionnement en médicaments pour mieux servir nos formations médicales et les autres, mais aussi nous permettra d'acquérir les moyens nouveaux et plus importants pour mieux atteindre la population et de lutter avec efficacité contre la maladie du sommeil et le Sida qui sévissent dans la région.

3.1.3. Enseignement

L'aide servira en premier lieu à recycler les enseignants de l'école primaire et à élaborer au sein des écoles primaires et secondaires des activités productives et professionnelles pour mieux préparer les enfants à s'insérer utilement dans leur milieu de vie.

3.1.4. Infrastructures routières

La poursuite de travaux de réfection des routes dépendra de l'aide en matériels octroyés soit directement, soit par l'intermédiaire de l'Office des Routes. Un nouveau chantier nous permettrait d'être plus efficace et nous permettrait de faire désenclaver toute la région pour la mettre le plus possible dans le circuit commercial national.

3.2. A moyen terme.

Après cette période, nous espérons que l'Etat aidé par la coopération internationale et les institutions comme la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International pourra, comme dans le passé, reprendre son rôle d'organisateur des services publics, notamment l'aménagement des infrastructures et la prise à charge des services sociaux par le paiement des infirmiers et des enseignants.

Le C.D.I. espère alors retrouver son rôle de "service" et travaillera alors en "convention" avec l'Etat, avec la participation volontaire de la population.

Quant à la forme que prendrait le C.D.I. dans cette perspective, nous ferons d'abord remarquer qu'à l'origine, le C.D.I. était conçu sous forme d'une "pré-coopérative" de ses membres, avec la possibilité d'évoluer en "coopérative". Mais assez tôt, le C.D.I. n'a pas manqué d'apprendre à ses dépens les inconvénients de cette forme d'organisation, comme l'avait si éloquemment illustré le Père J. Segers dans un article intitulé "Les possibilités et les limites de la participation des habitants au développement du milieu rural", quand il disait: "Courant le risque de choquer certains parmi vous, je dirais que l'attitude profonde du Zaïrois d'aujourd'hui est fondamentalement individualiste, d'un 'sur-individualisme' exaspéré qui n'a pas encore découvert l'utilité et les avantages d'une solidarité librement voulue et acceptée. Le Zaïrois-type entre dans une coopérative, non pas pour unir ses moyens à ceux des autres et se rendre mutuellement service, mais pour faire fructifier son argent le plus vite possible; il condamne ainsi sa coopérative à l'échec."

Faisant nôtres ces remarques d'homme d'expérience, nous envisageons l'avenir du Projet, non pas sous forme d'une coopérative, mais plutôt sous forme d'une "société de services". Peut-être certaines activités donneront-elles lieu à la création d'une société anonyme à l'instar de "Boerenbond belge"? Mais ici on a encore... 25 ans pour réfléchir.

4. Conclusion

Comme une plante fragile, nous avons besoin d'accompagnement pour pousser droit. Nos activités sociales sont immenses et nos ressources limitées. Nous ne pouvons actuellement presque pas compter sur l'aide de l'Etat. Et c'est ici que s'explique notre présence dans le concert de la coopération internationale. L'aide liée à la coopération nous reste indispensable certes, mais doit viser à nous rendre autonome à terme.

Notre Projet doit viser son autofinancement par le développement de ses activités économiques et doit rendre les paysans capables de payer la modernisation de leurs exploitations agricoles et les services sociaux.

Quant au personnel lié à la coopération pour le futur, nous souhaitons davantage un personnel sélectif, composé surtout d'hommes d'expérience et de terrain, particulièrement sollicités comme homologues pour nous former en vue de nous mettre au courant du langage et de la technologie nouvelle. Nous croyons que la coopération doit se baser sur la confiance mutuelle, et qu'elle tienne compte de la politique propre des projets et non seulement celle du donateur. Il ne devrait plus s'établir les rapports de force, mais des rapports plus humains, techniques, plus dignes et plus aisés, où l'on sera moins taxé de "travailler à la zairoise".

5. Remerciements

L'action du C.D.I.-Bwamanda a été rendue possible grâce à l'inspiration et à l'oeuvre des personnes, des gouvernements et des organismes que nous tenons à remercier ici.

Il s'agit de Son Excellence Monseigneur KESENGE, notre Evêque ici présent, qui veille particulièrement sur toutes les actions de développement dans son Diocèse, et assiste assidûment à toutes les réunions du Conseil d'Administration du Projet, et n'hésite pas à intervenir quand le bien de ses diocésains le demande.

Nous remercions les missionnaires intrépides et pionniers et ceux qui sont actuellement à l'oeuvre, et qui ont balisé le chemin de développement par leurs diverses actions sociales du Diocèse.

Nous remercions les véritables initiateurs du Projet et pionniers du C.D.I.: feu Révérend Père Gérulf EVENS, Révérend Père Leonard VAN BAELEN, le Docteur et Madame Jan VAN MULLEM et Jacqueline VANHEERS. Nous remercions le Révérend Père SPILLEBEEN, pilier du Projet ici en Belgique.

Nous remercions tous les coopérants et volontaires qui ont marqué par leur présence et leurs actes la vie des paysans de l'Ubangi. Les cadres et les agents du C.D.I. ont particulièrement apprécié leurs actions et leur dévouement et ont tiré d'eux les leçons nécessaires pour assurer la gestion du Projet aujourd'hui.

Nous remercions particulièrement les gouvernements des pays de l'Union Européenne et spécialement ceux de la Belgique et des Pays-Bas, qui ont largement subventionné le Projet pour asseoir ses bases, soit directement soit par l'intermédiaire de leurs organismes d'aide comme Fometro et Cebemo. Cette aide a pris la relève de celle du Gouvernement Zaïrois en 1974.

La collaboration de l'Association-soeur, l'A.S.B.L. C.D.I.-Bwamanda à Leuven a été très précieuse pour notre contact avec le monde extérieur. Que son Président, Monsieur Jan WEETJENS ainsi que tous ses collaborateurs reçoivent ici nos sincères remerciements.

Nous voudrions terminer en soulignant que les O.N.G. sont une entreprise humaine et comme chaque entreprise humaine une O.N.G. est défectueuse et perfectible. Mais dans beaucoup de régions abandonnées par l'état et les riches investisseurs, elles sont les témoins de la confiance dans le paysan zaïrois et souvent unique recours pour l'aider dans sa lutte pour la survie.